

Les circuits courts : Définition(s) et enjeux

Rédaction et conception : Catherine HERAULT-FOURNIER*

Mise en page : Fantine OLIVIER

Juin 2010

Crédits photos : Fotolia

Sommaire

- o Pour une définition concertée des circuits courts alimentaires
- o Les enjeux des circuits alimentaires de proximité
 - o économiques
 - o sociaux
 - o identitaires
 - o environnementaux

"Oui, mais c'est quoi un circuit court ?" Peu de réunions ou d'assemblées sur les circuits courts se déroulent sans qu'à un moment donné cette question ne soit posée.

Ce premier « Carnet Pro » de LiProCo se propose de faire le point sur les différentes dimensions qui peuvent être prises en compte dans la définition des circuits courts, au regard notamment de la diversité des démarches aujourd'hui observées.

Mais se concerter sur une définition à donner aux circuits courts, c'est aussi préciser dans quelle manière de produire et de consommer on souhaite s'engager. Ce Carnet tentera donc de présenter les enjeux économiques, sociaux, identitaires et environnementaux associés au développement de ces démarches.

« Les circuits courts : définition et enjeux », premier Carnet Pro de LiProCo, parce que réfléchir aux modalités d'échange que l'on souhaite privilégier, c'est aussi réfléchir à ce qui est « en jeu » pour les acteurs et les territoires porteurs de ces projets.



* Catherine HERAULT-FOURNIER

(c.herault@groupe-esa.com)

est sociologue, enseignante-chercheure à l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers. Copilote du projet Liproco, elle travaille plus spécifiquement sur les comportements et les perceptions des consommateurs.

1/ Pour une définition concertée des circuits courts

Qu'est ce qu'un circuit court ? Face à la multiplication des initiatives qui s'inscrivent aujourd'hui dans cette mouvance, la réponse à cette question n'apparaît plus si évidente. Une première définition officielle proposée dans le cadre du Plan d'action en faveur des circuits courts, annoncé en avril dernier par le Ministre de l'Agriculture Michel Barnier, relève d'un consensus sur le nombre d'intermédiaires. Le circuit court est en effet défini comme « *un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire* ».

Cette définition pose toutefois plus de questions qu'elle n'apporte de réponse. Quelle peut être la nature de l'intermédiaire, à quelle distance géographique maximum doivent se trouver les acteurs de ces circuits ? Quel rôle jouent les consommateurs dans ces échanges ? etc.

La diversité des démarches qui « surfent aujourd'hui sur la vague » des circuits courts peut se lire à travers **de multiples indicateurs** :

- la distance géographique

Les limites administratives (région, département, Pays) sont souvent invoquées pour définir le « local », mais ces « frontières » sont vite dépassées face aux pratiques ! Pour les produits d'origine animale, la réglementation concernant l'agrément sanitaire pour la remise directe au consommateur de produits transformés sur place, est moins contraignante dans un rayon de 80 km autour de la ferme. Dans les pays anglo-saxons, c'est la limite de 100 miles, qui est retenue par les locavores pour leur aire d'approvisionnement... Enfin, la question de la distance entre producteurs et consommateurs dans ces circuits dits « courts » se pose de façon particulièrement aiguë pour les démarches de commercialisation par internet.

○ ○ ○ Pour une définition du local, lire Merle A., Prigent-Simonin A-H., Piotrowski M., *La consommation locale : pourquoi et comment ?*, Journées de Recherche en Marketing de Bourgogne, Dijon, Nov. 2009 (Session 10-4)



- la nature des intermédiaires

La grande distribution est-elle un intermédiaire possible des circuits courts ? Certaines grandes surfaces s'associent avec des producteurs pour un approvisionnement direct et revendiquent l'origine locale de leurs produits. D'autres proposent désormais des « paniers de producteurs », deux kilos de fruits et légumes de saison, choisis par de "petits producteurs", dont la photo en noir et blanc figure sur l'emballage.

- le degré d'engagement entre les acteurs de l'échange

Certaines formes d'échanges favorisent un engagement fort entre producteurs et consommateurs, d'autres au contraire adoptent un fonctionnement plus libre. Les consommateurs en AMAP s'engagent à la fois financièrement et humainement au travers d'un paiement par avance, d'un partage de risques et d'une participation aux activités de production (cueillette, semence ou autres travaux agricoles). Ceux qui choisissent les systèmes de paniers avec commande, les points de vente ou bien encore les marchés peuvent effectuer leurs achats de façon plus ponctuelle et ne s'engagent pas contractuellement auprès des producteurs pour soutenir leur activité.

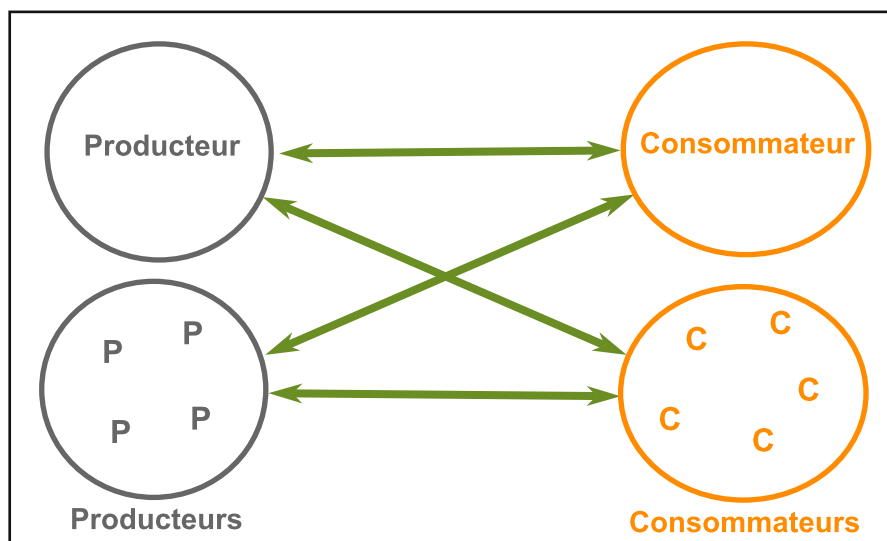
- le caractère individuel ou collectif des échanges

De multiples formes d'échanges se formalisent aujourd'hui associant parfois une multiplicité d'acteurs dans l'échange, privilégiant dans d'autres cas des échanges interpersonnels.

Les marchés, la vente à la ferme, les partenariats avec des bouchers ou bien des restaurateurs mettent en relation un producteur avec un consommateur.

Les AMAP, les groupements ou coopératives d'achats s'appuient eux, sur un collectif de consommateurs qui s'approvisionne auprès de producteurs, qui ne sont pas organisés collectivement.

Enfin, les magasins de producteurs, associations pour la vente en GMS ou bien plateformes de distribution pour la restauration scolaire mettent en contact un collectif de producteurs et des consommateurs qui réalisent leurs achats individuellement.



Enfin certains systèmes de paniers avec commande préalable s'appuient quant à eux à la fois sur un groupe de producteurs organisés pour simplifier leur production (spécialisation sur certaines variétés de légumes par exemple) et un groupe de consommateurs qui se regroupent pour passer commande. Ce système correspond au fonctionnement initial du Teikei japonais.

- les acteurs impliqués et/ou ceux qui sont à l'initiative du projet

Les acteurs impliqués sont bien sûr des producteurs et des consommateurs, mais ils peuvent être aussi restaurateurs, prestataires de services, collectivités territoriales, organismes de développement, associations, institutions etc.

- le lieu de l'échange

Les possibilités sont multiples : sur le lieu de l'exploitation, sur un marché, en boutique, sur les lieux de consommation, dans un espace spécifiquement dédié ou non, etc.

o o o Pour une vision plus détaillée des diverses modalités de circuits courts, lire le dossier de Transrural Initiatives *Longue vie aux circuits courts*, n°313, juillet 2006.



Du circuit court au circuit local ? de proximité ? territorialisé ?

Les démarches de valorisation des produits alimentaires qui s'appuient sur des liens producteurs-consommateurs sont aujourd'hui multiples et complexes. Mettant en scène une pluralité d'acteurs, elles renvoient à des réalités géographiques, matérielles et humaines très différentes et évoluent chaque jour au travers de formes innovantes.

Mais alors, qu'est ce qui est court dans le circuit court ? En même temps qu'elle commence à s'institutionnaliser, cette expression semble d'ores et déjà dépassée. D'autres commencent par contre à émerger, portés par les militants d'une autre manière de produire et de consommer. « Circuits locaux » ou « circuits territorialisés » ou bien encore « circuits de proximité » cherchent à préciser les contours de ces nouvelles manières d'échanger. C'est la question du lien au territoire et du lien entre les acteurs dans ces démarches qui est ici posée.

2/ Les enjeux des circuits alimentaires de proximité

Lorsqu'ils sont ancrés dans les territoires, qu'ils associent une pluralité d'acteurs et qu'ils sont portés par la volonté de produire et consommer autrement, les circuits alimentaires de proximité présentent de nombreux enjeux.



Enjeux économiques

Une meilleure valorisation des productions locales

Les producteurs qui commercialisent leurs produits directement aux consommateurs ont une meilleure maîtrise de la fixation du prix. Dans les systèmes comme les AMAP par exemple, les prix fixés tiennent compte des coûts de production, de la rémunération du producteur et du nombre d'adhérents. De manière générale, la suppression de tous ou de certains intermédiaires augmente la part de marge possible pour les producteurs, tout en proposant un prix raisonnable aux consommateurs.

Maintien et/ou création d'emplois

L'activité de vente directe est consommatrice de travail. Les données du RGA 2000 montrent en effet que les exploitations agricoles pratiquant la vente directe ont un nombre moyen d'UTA (Unité de Travail Agricole) salariées et familiales plus élevé que les autres (1). Produire, transformer, vendre : de nouvelles activités se créent sur les exploitations ou sur les points de vente. Une étude menée par la FRCIVAM Bretagne sur le territoire de Rennes Métropole, évalue le nombre d'emplois induits par la commercialisation de produits alimentaires en circuits de proximité, à 268 emplois, la plupart étant impulsés par les marchés et les points de vente collectifs.

Maintien des fermes en zones périurbaines

La diversification des circuits de vente et le développement d'activités de service aux citoyens (accueil à la ferme, ferme pédagogique) constituent pour les exploitations agricoles situées en zone périurbaines des possibilités d'adaptation leur permettant de mieux résister à la pression foncière. Une récente étude menée par le CTIFL (2), montre notamment que les exploitations maraichères qui ont une activité de vente directe se maintiennent mieux que l'ensemble des exploitations maraichères (leur nombre a diminué de 13% entre 2000 et 2005, contre 18% pour les autres exploitations).

Des références technico économiques nécessaires

Le Plan Barnier sur les circuits courts d'avril 2009 insiste dans l'axe 1 sur « la nécessité d'améliorer les connaissances sur les circuits courts et les diffuser ». Il précise que « La connaissance des circuits courts, encore partielle, doit être renforcée par l'élargissement du recensement agricole et du réseau d'information comptable agricole à ces démarches. Par ailleurs, les agriculteurs ont besoin pour s'engager dans ce mode de commercialisation d'informations sur des champs très larges ». Suite à cela, le prochain Recensement Général Agricole (RGA 2010), questionnera les agriculteurs sur leurs débouchés, en l'invitant à préciser les modalités de circuits courts qu'ils pratiquent.

Des données socio-économiques bientôt disponibles

Si les données du Recensement générale agricole de 2010 permettront une meilleure connaissance des exploitations engagées dans ces modes de commercialisation et du poids qu'elles représentent dans l'agriculture française, des travaux sont par ailleurs en cours sur l'élaboration de références technico économiques sur les exploitations commercialisant en circuits courts.

L'objectif du travail actuellement conduit par l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) et le CERD (Centre d'Etudes et de Ressources sur la Diversification agricole) consiste à créer une nouvelle méthodologie d'approche des exploitations à travers leurs circuits courts, en prenant en compte les caractéristiques, exigences, facteurs de développement et contraintes de l'exploitation agricole, ainsi que leurs impacts, tant sur le plan technique, commercial, économique et social qu'environnemental. Cette étude s'appuiera dans un premier temps sur des analyses propres aux filières légumes et produits laitiers, dans 5 régions de France (Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Languedoc-Roussillon et Nord-Pas-de-Calais).



Les circuits alimentaires de proximité, créateur de valeur ajoutée ?

Jusqu'alors les approches technico-économiques - déjà extrêmement peu nombreuses - ont été conduites sur des produits spécifiques ou ne concernent que des formes spécifiques de circuits courts (points de vente collectifs, systèmes de jardins en libre-cueillette). Elles se sont peu intéressées à la caractérisation des circuits courts sauf à travers quelques variables (produits, prix,...). Malgré tout, les études préalablement citées qui tentent d'évaluer l'impact économique des circuits courts sur les territoires sont encourageantes.

Un bémol à ne pas négliger pour autant : le rapport rémunération/temps de travail pour des producteurs qui ne comptent pas leurs heures.

Enjeux sociaux

Renforcer les liens entre acteurs

Lorsque la commercialisation des produits a lieu sans intermédiaire, le producteur est en contact direct avec les consommateurs, qui ont alors la possibilité d'échanger avec lui sur le produit mais aussi sur ses modes de productions, sur son métier. Ces échanges sont souvent perçus comme enrichissants pour les producteurs, qui ont un retour direct sur la qualité de leur produit et peuvent faire passer des informations aux consommateurs.

De leur côté les consommateurs apprécient les informations et conseils donnés par les producteurs et sont rassurés par le fait de « mettre un visage derrière le produit ». Les échanges avec les producteurs et consommateurs vont parfois plus loin qu'une simple discussion, certains se rendent en effet sur les exploitations, viennent aux portes ouvertes, organisent des pique-niques ou bien participent aux travaux de la ferme. Ces rencontres sont également l'occasion pour les consommateurs de lier des relations entre eux.

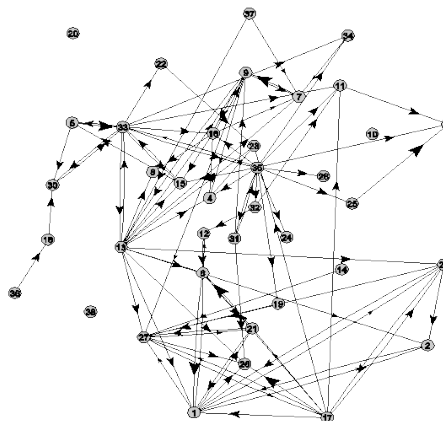
Renforcer la coopération entre les agriculteurs

Les circuits courts créent du lien entre producteurs. Un travail mené dans le cadre du projet Equal CROC (3) montre notamment les liens créés entre producteurs suite à la mise en place d'un marché. Les relations de dialogue entre les producteurs se multiplient et se renforcent, les relations d'amitié et de coopération également, même si elles ne se superposent pas.

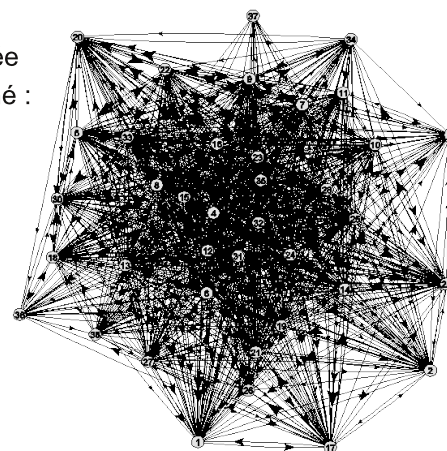
Des travaux récents engagés dans le cadre du programme LIPROCO (4) apportent des résultats du même ordre en ce qui concerne les producteurs maraîchers investis dans des systèmes de paniers. Ces modes de commercialisation permettent de créer de nouveaux espaces de socialisation entre producteurs engagés dans les mêmes démarches et d'enclencher des mécanismes d'entraide. Ces espaces peuvent émerger sous l'impulsion directe des organisateurs des paniers, ou bien de façon plus endogène, en amont, comme c'est le cas pour les producteurs biologiques, structurés en réseaux.

Relations de dialogue professionnel entre producteurs

> avant l'entrée dans le marché :



> après l'entrée dans le marché :



Les circuits alimentaires de proximité : créateurs de liens ?

Plus qu'un slogan c'est une réalité pour ces démarches qui associent des acteurs d'horizons différents, et les invitent à déplacer leur espace de référence vers celui d'autres acteurs du champ alimentaire, ou bien tout simplement à collaborer, échanger avec des pairs.

Enjeux identitaires

Valoriser le métier d'agriculteur

Toutes filières confondues, de nombreux agriculteurs affirment qu'être en prise directe avec les consommateurs leur apporte « un plus » concernant l'exercice de leur métier, notamment en terme de reconnaissance sociale et professionnelle. Ils apprécient d'aller jusqu'au bout de la démarche : de la production à la commercialisation du produit, certains n'envisageant plus leur métier sans cette activité commerciale : « *la vente directe fait partie de mon métier* » ; « *C'est important aussi pour nous de vendre, de faire, de produire ce qui se vend.* ». (5)

Notons toutefois que ce sentiment de gratification né de la relation avec les consommateurs s'exprime beaucoup plus fortement dans les exploitations où l'activité de vente directe est partagée et organisée.

Valoriser les produits locaux et le territoire

La valorisation des produits au travers des circuits de proximité se construit souvent en interaction avec la valorisation du territoire sur lequel l'aliment est produit. De nombreuses initiatives, conduites par des collectivités territoriales, par des pays, ou des groupements de producteurs voient aujourd'hui le jour pour associer produit locaux et territoire. Des marques sont ainsi créées – avec ou sans cahier des charges spécifiques – pour que les produits puissent être identifiés plus facilement.

> Depuis 2002, les produits locaux et les fermes d'accueil de l'Y Grenoblois ont leur signature :



> Autre exemple : un nouveau sigle a fait son apparition sur le marché réunionnais - «Nou la fé» - afin de distinguer les produits locaux (1600 produits, issus de 30 marques différentes).



Les circuits alimentaires de proximité, créateurs d'identité ?

Identité professionnelle pour des producteurs qui donnent un nouveau sens à leur métier grâce à ces circuits de distribution, identité territoriale pour ces territoires et ces collectivités qui se mobilisent pour la valorisation de leurs produits locaux.

Enjeux environnementaux

Réduire la consommation d'énergie et les gaz à effets de serre

Dans l'ensemble de la chaîne alimentaire (production, transformation, stockage, distribution, consommation) ce sont les postes « production » et « transport » qui génèrent le plus d'émissions de GES et de consommation énergétique.

L'évaluation et l'accompagnement des modes de production constituent par conséquent un enjeu stratégique de l'approche énergétique des circuits de distribution.

Les travaux conduits aujourd'hui sur l'impact environnemental des circuits courts soulignent un certain nombre d'impacts positifs :

- Les produits vendus en circuits courts sont souvent frais, et vendus avec moins d'emballages
- S'il n'y a pas de lien direct entre production biologique et circuits courts, certaines études montrent une surreprésentation des agriculteurs bio dans les circuits courts. L'étude menée par la FRCIVAM Bretagne sur le territoire de Rennes Métropole montre ainsi que 30% des producteurs engagés dans les circuits courts sont en bio (enquête SALT 2007-2009), alors qu'ils ne représentent que 3% des agriculteurs sur le territoire.

o o o Le projet SALT (Systèmes Alimentaires Territorialisés) est un projet de recherche porté par la FR Civam Bretagne et financé par le Conseil Régional breton, qui vise à comprendre comment des circuits courts peuvent faire système à l'échelle d'un territoire.



L'impact positif du transport semble quant à lui relativement plus discutable en circuits courts. C'est notamment ce que montre une étude récente (6) sur le transport par ferry d'agneau de Nouvelle Zélande qui dépense 5 fois moins de carburant/kg qu'une livraison d'agneau en région par camionnette. Par ailleurs, les trajets réalisés par les consommateurs pour aller chercher leurs produits en plusieurs points interrogent également le bilan global des circuits courts au regard de la consommation d'énergie.

Toutefois, l'analyse des Food miles sur d'autres produits fait parfois frémir, lorsque le yaourt aux fraises fait plus de 9000 km pour arriver dans nos assiettes, et que la crevette élevée en Norvège, est décortiquée au Maroc puis congelée en France.

Préserver la biodiversité et aménager le territoire

Les circuits alimentaires de proximité participent également au maintien et à la mise en valeur des paysages, du patrimoine naturel, de la biodiversité, ce plus particulièrement dans les zones périurbaines. Ceci interroge très fortement le rôle des collectivités dans le soutien et l'accompagnement de ces démarches notamment par rapport à l'accès au foncier, de plus en plus difficile dans les zones fortement urbanisées.



Les circuits alimentaires de proximité, créateurs d'aménités ?

Aménager le territoire, préserver les paysages, recréer de la biodiversité... Les circuits courts participent au développement des territoires au-delà des enjeux alimentaires.

Exemple : le cas de l'agglomération de Caen

4 bonnes raisons de s'engager...

Une demande croissante des consommateurs sur l'agglomération de Caen pour des légumes bio en Circuits Courts

Une offre insuffisante... Les systèmes de distribution en circuits courts présents sont saturés (AMAP, coopérative Bio...) **qui peine à se développer.** Il y a sur le territoire des candidats à l'installation en maraîchage. Ils ont beaucoup de mal à trouver du foncier pour s'installer. Quelques maraîchers s'installent autour de Caen, mais loin de l'agglomération, à une quarantaine de kilomètres.

Un territoire encore peu aménagé. L'urbanisation sur Caen se caractérise par une forte fragmentation des espaces. Emergence de cités dortoirs, de lotissements qui font peu à peu disparaître les espaces agricoles, mais jusque là pas de réelles réflexions sur l'aménagement de l'espace.

Une volonté affichée. Volonté des élus de favoriser les marchés, les CC. Ils cherchent également à revoir le développement urbain dans la zone d'influence de Caen métropole (143 communes autour de Caen qui constitue le Pays de Caen), dans le cadre de leur réflexion sur le SCOT.

Le projet : Développer une agriculture périurbaine durable en relation avec la population

Durée du projet : 3 ans

Les objectifs : Installation (ou projets) de 10 maraîchers sur Caen Métropole.

Un projet structuré en 3 axes :

- 1- Action sur le foncier : sensibilisation des élus par rapport à l'agriculture bio sur de petites exploitations
- 2- Action sur la structuration de l'offre : Faire le lien entre candidats et élus, recruter des candidats, participer à leur formation
- 3- Analyser le potentiel de commercialisation

Enjeux ou "en jeu" ?

Les enjeux préalablement cités renvoient à un ensemble de problématiques dans lesquelles les actions en faveur des circuits de proximité veulent/peuvent s'inscrire. Toutefois, ces enjeux ne sont atteints pour la plupart que dans certaines conditions, et en fonction notamment de la nature des actions engagées.

Nous l'avons évoqué en introduction, les circuits courts recouvrent aujourd'hui une grande diversité de démarches, difficile à qualifier. en tant que collectivité territoriale, en tant que citoyen, de producteur ou de consommateur... en tant que lecteur de ce Carnet... que souhaite-t-on privilégier ? Dans quel type de démarche est-on prêt à s'impliquer ? Qu'est-ce qui est "en jeu" pour moi, pour vous, pour la collectivité ?

Les Carnets Pro de **liproco**

Ces Carnets rendent compte des travaux réalisés dans le cadre du projet de recherche LiProCo, sur le **Lien Producteurs - Consommateurs**.

Liproco s'intéresse aux démarches de valorisation des produits alimentaires, fondées sur le lien producteurs-consommateurs. Il a pour objectif d'identifier les facteurs d'émergence, de développement et de pérennité de ces démarches. Pour cela, il est organisé en 4 axes de questionnements :

- 1] Qui sont les consommateurs en circuits courts ? Quelles sont leurs motivations ? Leurs comportements ? Comment perçoivent-ils les différentes formes de circuits courts ?
- 2] Quelles sont les implications de ces démarches pour les agriculteurs sur l'organisation de leurs activités ? Et sur les représentations qu'ils ont de leur métier ?
- 3] Comment les stratégies collectives (multi-acteurs) émergent-elles ? Quel fonctionnement est mis en place ? Comment deviennent-elles pérennes ?
- 4] Comment le territoire intervient-il dans le développement des circuits courts ? Comment est-il mobilisé ? Quels sont les effets des circuits courts sur le territoire et son développement ?

Pour aller plus loin...

1] D. CAPT, 2008, **Permanence et changements dans la production et la commercialisation des produits fermiers en France**, Séminaire Filières Courtes, INRA AgroParisTech, Paris, Avril 2008

2] CTIFL, 2007, « **Les productions maraîchères de ceinture verte, valorisation de la proximité par les circuits courts** », CTIFL Edition, Paris, 75p

3] Y.CHIFFOLEAU, S.SALS, 2008, « **Circuits courts et nouvelles solidarités entre producteurs** », journées d'échanges et de débats autour du projet Equal Croc, Montpellier, 10 octobre 2008

4] A.DUFOUR, E.LANCIANO, C.HERAULT, 2010, « **La vente directe sous forme de paniers : quelles conséquences sur l'organisation du travail, le métier et les compétences des agriculteurs ?** », colloque national Circuits Courts Alimentaires, 5 et 6 mai 2010, AgroParisTech, Paris

5] C.HERAULT, AH.PRIGENT, 2005, « **Construction de la qualité des produits au travers du lien direct entre producteurs agricoles et consommateurs** », synthèse des travaux, ESA Angers, Octobre 2005.

6] E. SCHLICH et al., 2006, « **La consommation d'énergie finale de différents produits alimentaires : un essai de comparaison** », Courrier de l'environnement de l'INRA n°53, décembre 2006, pp111-120.

Pour citer ce Carnet Pro :

HERAULT-FOURNIER C., 2010, *Les circuits courts : définition et enjeux*, Les Carnets Pro de Liproco, n°1, 10 p, <http://liproco-circuits-courts.com>

Pour plus d'informations sur le projet Liproco, rendez-vous sur notre site : <http://liproco-circuits-courts.com>



Ces travaux bénéficient du soutien du programme PSDR 3 (Pour et Sur le Développement Régional 2007-2011).

